

Septembre 2022

Entre compétence économique et convictions écologiques : **le réalisme des Verts allemands**



Parvenus au pouvoir en décembre 2021, en intégrant avec les Sociaux-démocrates et les Libéraux une coalition dirigée par le Chancelier Olaf Scholz, **les Verts allemands (*Grünen*) sont confrontés à la remise en cause du modèle économique qui avait assuré la stabilité et la prospérité de l'Allemagne 16 années durant.** Face à la nécessité de sortir l'Allemagne de sa dépendance au gaz russe, le Vert Robert Habeck, Vice Chancelier, ministre de l'Économie et du climat, joue désormais un rôle de premier plan. Les solutions qu'il propose à la crise - importation de gaz naturel liquéfié, prolongation des centrales à charbon - apparaissent, d'un point de vue écologique, comme autant de reniements. Pourtant, ces décisions n'entament en rien sa popularité. Encensé par les milieux d'affaires pour sa gestion de la crise, Robert Habeck apparaît aujourd'hui dans les [sondages d'opinion](#) comme la personnalité la plus populaire d'Allemagne, au point d'éclipser l'actuel Chancelier.

Si l'exercice du pouvoir pourrait conduire les Verts allemands à atténuer leurs ambitions climatiques, leur entrée au gouvernement, en décembre dernier, marque un tournant. En parvenant à imposer un ambitieux programme de développement des énergies renouvelables et de réduction des émissions de CO₂, les *Grünen* ont initié un processus dont l'objectif est la construction d'une autonomie énergétique de l'Allemagne, portée par les énergies renouvelables, la sobriété énergétique et l'économie de l'hydrogène. Le principal défi des Verts consiste aujourd'hui à démontrer la compatibilité entre le développement économique du pays et l'avènement d'une Allemagne climatiquement neutre.

Fondée sur une série d'entretiens menés en France et en Allemagne, cette étude analyse la façon dont les Verts allemands sont parvenus à développer une compétence économique nouvelle reposant à la fois sur leur expérience passée du pouvoir et sur leur capacité à créer avec le monde économique des liens étroits. Alors que la guerre en Ukraine impose une remise en cause du modèle économique allemand, cette étude interroge la capacité des Verts à concilier leur ambition climatique avec le changement d'époque (*Zeitenwende*), que vit l'Allemagne actuellement.

1. D'un parti protestataire à un parti de gouvernement

Reinhard Bütikofer est une personnalité bien connue des cercles bruxellois. Ancien coprésident du parti vert allemand (Bündnis 90/Die Grünen), il a également présidé le parti vert européen de 2009 à 2020. Au Parlement européen, il est à la tête de la délégation pour les relations avec la République populaire de Chine, un poste stratégique qui lui a valu de figurer sur la liste des parlementaires visés par des sanctions chinoises pour leur engagement en faveur des Ouïghours. **Reinhard Bütikofer fait partie des personnalités qui dénoncent depuis des années la naïveté de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine.** Pour les Verts comme pour une grande partie du monde économique en Allemagne, la dépendance économique de l'Europe vis-à-vis de la Chine est maintenant perçue comme un risque ou une menace.

Reinhard Bütikofer est aujourd'hui encore l'un des piliers et la mémoire du parti vert allemand. Pour lui, on peut distinguer trois phases dans l'histoire du parti. La première est celle de la protestation qui voit le parti vert, créé au début des années 80, mener dans les rues un combat pour la prise en compte des enjeux climatiques. À partir de 1986, année de la catastrophe de Tchernobyl, une nouvelle ère commence pour le parti : la participation à des gouvernements régionaux conduit son personnel politique à démontrer un sens du compromis, positionnant les Verts non plus comme un parti d'opposition, mais comme un parti de projet (*Projektpartei*). La troisième phase débute pour Reinhard Bütikofer au lendemain de la catastrophe de Fukushima, vécue comme un traumatisme en Allemagne. Cette année-là, le Bade Wurtemberg, le Land le plus puissant et le plus riche d'Allemagne, élit à sa tête un Ministre Président Vert, Winfried Kretschmann. **La Chancelière opère alors un revirement historique en décidant unilatéralement la sortie du nucléaire, réclamée par les Verts depuis des années.** À partir de cette date, les Verts s'imposent pour Bütikofer comme le parti qui donne à la vie politique allemande son orientation (*Orientierungspartei*), le parti qui dispose d'une hégémonie culturelle, celui par rapport auquel se positionnent les autres partis et qui en vient, progressivement, à occuper le centre du débat. Comment cette transformation a pu s'opérer ?

La conversion des Verts au réalisme intervient d'abord dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité

Fondé en Allemagne de l'Ouest en 1980, le parti Les Verts (*Die Grünen*) se conçoit à l'origine comme un parti anti-système, l'émanation de mouvements pacifistes, pro-environnements et anti-nucléaires, encore largement marqués sur le plan économique par l'idéologie marxiste. En présentant les Grünen comme une alternative aux partis établis, [le programme adopté par les Verts en 1980](#) affirme ainsi que le

développement industriel et la société de consommation condamnent l'homme à un dépérissement intellectuel et moral. Dans ce programme, le nouveau parti renonce à participer à un gouvernement de coalition qui inclurait *des forces politiques attachées à la destruction de la planète*, mais propose d'incarner une opposition constructive, susceptible de faire avancer toutes les législations favorables à la protection de l'environnement. **L'année 1983 signe véritablement l'irruption des Grünen dans le jeu politique allemand.** À partir de leur entrée dans différents parlements régionaux et au Bundestag, les Verts allemands renoncent progressivement à leur positionnement contestataire au prix d'une division entre les "Realos" attachés à la coopération avec les autres partis pour faire avancer les idées réformatrices et les "Fundis". Ces derniers rejettent la possibilité d'assumer des responsabilités gouvernementales et plaident pour une transformation radicale de la politique, opposant la participation citoyenne à la démocratie représentative, misant sur leur engagement au sein des grandes ONG environnementales (NABU, BUND, Greenpeace Deutschland...) pour faire avancer la cause du climat. L'alliance avec le parti *Bündnis-90* fondé en ex-RDA au lendemain de la chute du mur, ne modifie pas fondamentalement les lignes de fractures d'un conflit interne qui culmine en 1998, lorsque les Verts intègrent au niveau fédéral le gouvernement du Chancelier Gerhard Schröder.

De 1998 à 2005, les Verts gouvernent au niveau fédéral, pour la première fois de leur histoire, au sein d'une coalition dominée par les Sociaux-démocrates. Cette période est marquée par l'influence du Vice-Chancelier et Ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer, qui amène les Verts allemands à rompre avec le pacifisme pour soutenir l'intervention militaro-humanitaire dans les Balkans. Sous son impulsion, l'Allemagne intervient au Kosovo, entraînant ainsi le premier déploiement de la *Bundeswehr*, l'armée allemande, hors du territoire national depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est en répétant le slogan "*Plus jamais Auschwitz*" lors du congrès du parti à Bielefeld en 1999, que le Ministre vert des Affaires étrangères parvient à convaincre son parti de soutenir une intervention militaire. **Cet épisode rappelle que la difficile conversion des Verts au réalisme intervient d'abord dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité avant de s'étendre à celui de l'économie.**

Durant ces années de gouvernement, les Verts allemands développent, sous l'égide de l'Eurodéputé Reinhard Butiköfer, un nouveau programme fondamental (*Grundsatzprogramm*) intitulé "[L'avenir est vert](#)", adopté lors du congrès de Berlin en mars 2002. Dans ce programme, l'économie ne joue qu'un rôle marginal mais la conversion des Verts au réalisme économique apparaît déjà comme un phénomène avancé. **L'évolution de l'idéologie verte dans le domaine économique repose alors sur deux piliers : l'acceptation de l'économie sociale de marché (Soziale Marktwirtschaft) et la nécessité de limiter l'endettement public, pour ne pas faire peser sur les générations futures les conséquences des choix présents.**

Le marché libre, un des piliers du positionnement économique des Verts

La reconnaissance du marché libre comme condition de la prospérité constitue ainsi l'un des piliers du positionnement économique des Verts. Comme l'explique Jens Althoff, ancien directeur du bureau de la Fondation Heinrich Böll à Paris, *"le marché reste la priorité des Verts mais ce marché doit être régulé, afin de mieux prendre en compte les externalités négatives et pallier ses défaillances. Le combat des Verts n'est pas un combat contre la logique du marché : c'est un combat contre les rentes et les monopoles qui empêchent le marché de fonctionner efficacement."* Pour les Verts allemands, dès le début des années 2000, l'opposition binaire entre libre concurrence et intervention étatique est une idée dépassée. L'État doit intervenir pour garantir la libre concurrence, tout en prenant garde à préserver une capacité d'innovation que le marché est seul à même de garantir.

La volonté des Verts allemands de limiter l'endettement public, explicitement formulé dans ce programme fondamental, représente parallèlement un engagement singulier. Cette volonté ne peut se comprendre qu'en référence au principe de *Nachhaltigkeit*, cet intraduisible allemand qui se rapproche du principe de développement durable, et dont le refus de l'endettement public représenterait la dimension financière. Les Verts affirment ainsi dans leur programme que *"l'objectif est une politique budgétaire durable, qui garantisse la justice et l'équité entre les générations. Un endettement excessif est à proscrire afin d'éviter une faillite de l'État, afin de préserver des marges de manœuvre et d'assurer un équilibre entre les dépenses et les recettes du pays"*. **De même qu'ils refusent de léguer aux générations futures une "dette écologique" qui entraverait leurs libertés fondamentales, les Verts allemands refusent au nom du principe de soutenabilité (*Nachhaltigkeit*), de léguer à ces générations futures une dette financière excessive.** Cette approche conduira le groupe parlementaire des Verts à soutenir, en 2009, l'inscription du frein à l'endettement (*Schuldenbremse*) dans la Constitution.

Dès le début des années 2000 se révèle ainsi la spécificité d'un parti vert allemand bien moins ancré à gauche que d'autres partis verts européens. L'Alliance 90/Les Verts réunit des traditions issues de la gauche, mais également des sensibilités liées au conservatisme et au libéralisme, reconnaissant que les mouvements féministes de l'Est ont contribué, tout autant que les mouvements chrétiens de l'Ouest, à forger l'image du parti. **La prise en compte de cette pluralité est indispensable pour comprendre comment les Verts parviennent en 2011 à s'implanter dans le Bade Wurtemberg, l'un des Länder les plus puissants et les plus conservateurs du pays.**

2. Les Verts allemands dans l'air du temps

En 2011, au lendemain de la catastrophe de Fukushima, les élections régionales portent à la tête du Bade Wurtemberg un Ministre-Président vert, Winfried Kretschmann. Berceau de plusieurs fleurons de l'industrie automobile, le Bade Wurtemberg est le Land le plus riche et le plus industrialisé d'Allemagne ; il abrite notamment les sièges de Daimler, Porsche, Bosch, Audi, ou Mercedes-Benz. Compte tenu de la compétence des Länder dans la définition de la politique de développement économique, ce Land aurait pu devenir le terrain d'affrontement entre l'industrie allemande et les Verts. Il s'est au contraire imposé au fil des ans comme le symbole d'une compatibilité entre le succès économique et industriel d'une région et une politique économique verte. Un modèle pour les Verts à l'échelle du pays.

Les Verts au pouvoir dans le Bade Wurtemberg

Winfried Kretschmann, l'austère Ministre Président du Bade Wurtemberg, apparaît à la fois comme une figure historique du parti, puisqu'il a participé à sa fondation, mais également comme une exception. Catholique pratiquant, sa politique se veut avant tout pragmatique et il apparaît comme le défenseur d'un certain "conservatisme vert", dont il s'est fait le théoricien en publiant en 2018 un essai intitulé *Pour une nouvelle idée du conservatisme*. Dans cet essai, Winfried Kretschmann s'appuie sur la formule du philosophe Odo Marquard "l'avenir a besoin d'une origine" ("Zukunft braucht herkunft") et développe l'idée selon laquelle les partis de droite auraient échoué à incarner une véritable idée du conservatisme, **en négligeant la protection de la nature au profit d'une croyance infinie dans le progrès. Au cœur du discours de Kretschmann, on trouve le concept de "Heimat", un concept hérité de la culture germanique, qui intègre à l'idée de patrie une dimension environnementale.** Pour Kretschmann, "la protection de la nature est une protection de la patrie (*Heimat*) dans le meilleur sens du terme".

Pour nombre de ses détracteurs, Winfried Kretschmann est un conservateur qui n'a de vert que le nom. Ainsi, la loi pour la protection du climat qu'il présente dans le Bade Wurtemberg en juillet 2020 prévoit des objectifs de réduction des émissions de CO₂ moins ambitieux encore que ceux proposés à la même époque en Allemagne par le gouvernement d'Angela Merkel. Ce manque d'ambition climatique, justifié par les réalités économiques de sa région, n'a pas empêché cet admirateur d'Hannah Arendt d'être réélu à deux reprises, et de figurer encore à 73 ans parmi les personnalités politiques préférées des Allemands.

Comprendre le succès des Verts dans ce Land industriel et prospère implique de se pencher sur ses spécificités. Pour Roderick Kefferputz, qui a dirigé la stratégie du Land jusqu'en 2020, "le Bade Wurtemberg est une exception : les Verts y sont plus proches des réalités, du fait de

leur exercice des responsabilités au niveau local. Ils sont par ailleurs très attachés à l'idée de Heimat et donc à l'intérêt du Land. D'un autre côté, l'industrie y a intégré plus tôt que dans d'autres régions l'idée que la durabilité (Nachhaltigkeit) était un élément clé de leur succès."

Cette spécificité régionale explique sans doute le fait que les premiers dialogues entre les Verts et le monde de l'industrie aient vu le jour dans la Bade Wurtemberg. Dès son arrivée au pouvoir, Winfried Kretschmann choisit de s'entourer d'un conseil d'analyse économique composé des PDG des plus grands groupes industriels de la région. Pour accompagner le développement de la mobilité électrique, il met rapidement en place un dialogue stratégique pour l'industrie automobile (*Strategiedialog Automobilwirtschaft*) qui réunit à la fois les acteurs de la chaîne de production, les énergéticiens et les acteurs du numérique, dans le but de doter le territoire de bornes de recharges électriques et d'accompagner la transition de l'industrie automobile vers la fin du moteur à combustion. Conscient de la nécessité de diversifier l'économie du Land, Winfried Kretschmann décline ce modèle de dialogue entre le gouvernement et les acteurs économiques dans le domaine de la santé et dans celui de l'hydrogène. Comme le montre Ulrich Eith dans une étude du Cerfa intitulée [Le Bade Wurtemberg sous la direction des Verts](#), ce dialogue s'inscrit dans un nouveau style de relation entre les citoyens et la politique, marquée par une "politique de l'écoute" et l'élargissement de la participation citoyenne aux décisions.

Pour Reinhard Bütikofer, c'est bien dans le laboratoire du Bade Wurtemberg que les Verts allemands définissent les contours de leur nouveau rôle de parti fixant les grandes orientations de la politique allemande (*Orientierungspartei*). Comme il l'explique au journaliste Ulrich Schulte dans un ouvrage intitulé *Le Pouvoir vert (Die grüne Macht)* "Les Verts sont dans le Bade Wurtemberg la force politique hégémonique, celle qui garantit la sécurité et la continuité, mais également le progrès social et le tournant écologique".

Un nouveau parti au centre de la société

Le succès qu'ils remportent dans le Bade Wurtemberg a convaincu les Verts de la possibilité de se démarquer du bloc de gauche, pour incarner au niveau national une alternative aux partis traditionnels du centre (*Die Mitte*). Dans un essai intitulé *Patriotisme*, un plaidoyer de gauche paru en 2011, **Robert Habeck alors à la tête des Verts dans le Schleswig Holstein, invite son parti à élargir son électorat traditionnel pour se positionner davantage au centre de l'échiquier politique, en s'emparant des thèmes jusqu'alors marqués "à droite"**. L'objectif affiché est de parler aux "deux classes moyennes" théorisées par l'influent sociologue Andreas Reckwitz dans son ouvrage *La Société des singularités*. Aux côtés d'une classe moyenne nouvelle, urbaine et éduquée qui se définit avant tout par son mode de vie et constitue la clientèle privilégiée des Verts, subsisterait, selon le sociologue, une classe

moyenne traditionnelle qui voit comme un danger la mondialisation et les transformations de la société. Être en mesure de parler à cette classe moyenne traditionnelle, d'apporter des réponses à ses inquiétudes en développant un discours sur la famille, la communauté ou la patrie, doit ainsi permettre aux Verts de sortir du statut d'avant-garde pour parler à l'ensemble de la société.

Les élections organisées en 2018 en Hesse et en Bavière, qui voient les Verts remporter des succès inédits dans les fiefs conservateurs, ont renforcé la conviction que le succès futur des Verts reposait sur un positionnement "centriste". Profitant du [déclin des grands partis traditionnels et de l'érosion de leur base électorale](#), les Verts sont ainsi devenus un parti populaire (*Volkspartei*) qui détermine aujourd'hui les grandes orientations de la vie politique allemande.

Aucun parti n'a évolué aussi rapidement que les Verts allemands au cours des dernières années - c'est sans doute ce qui explique leur capacité à incarner aujourd'hui l'esprit du temps (*Zeitgeist*). Entre 2017 et 2021, les Verts allemands ont doublé leur nombre d'adhérents, atteignant désormais 120 000 adhérents et attirant des militants plus jeunes et plus modérés que par le passé. Le [duo qui prend la tête du parti](#) en 2018 met un terme aux luttes intestines et permet de définir une ligne qualifiée de "radicale et réaliste", tout en développant une maîtrise incontestée des moyens de communication. **Enfin, les Verts parviennent progressivement à lier la compétence qui leur est reconnue dans le domaine climatique à une véritable vision de l'économie allemande.**

Une refondation écologique et sociale de l'économie de marché

Au lendemain de la catastrophe de Fukushima, la décision de la Chancelière d'accélérer drastiquement la sortie du nucléaire prive les Verts allemands de l'un de leurs principaux combats. Cette époque correspond également à un moment d'intense activité intellectuelle au sein des principaux cercles de réflexions proches des Verts, visant à redéfinir le positionnement économique du parti.

En Allemagne, chaque grand parti représenté au Bundestag dispose d'une fondation politique financée par de l'argent public et chargée d'alimenter la réflexion du parti, à travers des publications de rapports et l'organisation d'événements. Ces puissantes fondations disposent d'un siège à Berlin et de représentations dans les Länder. Ils entretiennent la plupart du temps des bureaux dans les principales capitales du monde. La fondation politique liée au parti vert est la Heinrich Böll Stiftung dont le département d'économie est dirigé par l'économiste Ute Brümmer. Selon elle, *"la Heinrich Böll Stiftung réfléchit depuis de nombreuses années aux moyens de rendre compatible la croissance verte et le bien commun. Incontestablement, la personnalité de Ralf Fücks, l'actuel Président du Zentrum Liberale Moderne, qui a dirigé pendant 10 ans la Heinrich Böll Stiftung, a*

largement contribué à impulser cette évolution". Ralf Fücks est à la fois un homme politique et un penseur influent, auteur en 2015 d'un essai sur la croissance verte intitulé [Green Growth, Smart Growth: A New Approach to Economics, Innovation and the Environment](#), lequel résume parfaitement le nouveau positionnement des Verts.

Comme le rappelle Ute Brümmer "***L'idée de Wohlstand - un concept allemand liant la prospérité économique et le bien être - est au cœur de nos préoccupations.*** En parallèle, le développement d'un discours critique sur la société de consommation, ou sur la mise en place de nouveaux indicateurs visant à mieux mesurer le Wohlstand constitue un élément clé de notre travail, lequel trouve un écho aujourd'hui au Ministère de l'Economie." Si les Verts continuent de manier avec parcimonie le terme de croissance (*Wachstum*), et lui préfèrent celui de prospérité (*Wohlstand*), le dernier programme fondamental adopté par les Verts en 2020 affirme clairement que la croissance (*Wachstum*) "*n'est pas un problème en soi*". Les élections du Bundestag de septembre 2021 ont permis de mettre en évidence les évolutions des Verts dans le domaine économique. L'acceptation de l'économie de marché reste un invariant et de nombreuses mesures proposées par les Verts visent essentiellement à assurer son bon fonctionnement. Se référant aux travaux de l'économiste Nicholas Stern, les Verts allemands plaident ainsi pour une meilleure prise en compte des externalités négatives à travers la fixation d'un prix ambitieux du CO₂. Dans le domaine du numérique, ils soutiennent une meilleure régulation des plateformes et une taxation des géants du secteur, afin de rétablir dans le domaine numérique les bases d'une concurrence libre et non faussée. Dans un sens similaire, les Verts plaident pour une nouvelle stratégie industrielle européenne, permettant à l'Europe de renforcer sa souveraineté technologique dans le domaine des semi-conducteurs comme dans celui de l'intelligence artificielle et de la 5G, donnant les clés à l'économie européenne pour affronter la concurrence d'acteurs économiques soutenus par des États étrangers.

Une nouvelle vision de l'économie

L'évolution la plus notable du positionnement économique des Verts réside d'une part dans la confiance qu'ils accordent désormais au progrès technique et à l'innovation, et d'autre part dans leur remise en cause du frein à l'endettement.

- Rompant avec la suspicion initialement jetée sur la technique par les écologistes, les Verts allemands sont parvenus à s'imposer comme un parti progressiste, attaché à soutenir la création d'entreprises et sont désormais particulièrement bien représentés dans la scène allemande des *start-ups*. Interrogé par l'hebdomadaire [Die Zeit](#), Annalena Baerbock, alors coprésidente des Verts allemands, plaidait ainsi pour la création d'un fonds de *venture capital* alimenté par l'État pour soutenir ces *start-ups* mais également pour la mise en place de crédits d'impôts en faveur des entreprises qui investissent dans l'innovation durable.

- L'autre domaine dans lequel les Verts opèrent un véritable tournant est celui de l'investissement public. Comme l'explique Sven Christian Kindler, porte-parole des Verts pour les questions budgétaires au Bundestag dans une interview : *"Si nous n'investissons pas massivement dans la protection du climat et la numérisation dès maintenant, nous allons manquer la jonction à l'échelle mondiale et pire encore, nous allons détruire nos moyens de subsistance (...) le moment est venu de lancer un fonds d'investissement de 500 milliards d'euros sur les dix prochaines années. Pour cela, nous avons besoin d'une réforme fondamentale du frein à l'endettement, afin que les investissements nets de ce fonds puissent être à l'avenir financés par des prêts"*. Pour le parti écologiste, le frein à l'endettement représente désormais un frein à l'investissement particulièrement dangereux pour un pays souffrant d'un manque chronique d'investissements. Cet engagement permet de relativiser l'idée d'un parti seulement attaché à renforcer son profil libéral.

Ce nouveau positionnement économique a rencontré en Allemagne un succès certain, à la fois parce qu'il est appuyé par un narratif qui lui donne sa cohérence, mais également parce qu'il est étayé par des études scientifiques qui lui confèrent sa crédibilité.

Si la référence en matière d'économie du climat reste le Prof. Ottmar Edenhofer, qui dirige le *Potsdam Institute for Climate Change*, **les Verts allemands peuvent désormais s'appuyer sur des études scientifiques rigoureuses qui justifient leurs propositions.** En 2012, peu après la décision de sortie du nucléaire, l'ancien Secrétaire d'Etat vert Rainer Baake crée le *think tank Agora Energiewende*, un cercle de réflexion financé par la Fondation Mercator et chargé de proposer des solutions concrètes pour assurer le succès de la transition énergétique allemande. En 10 ans, ce *think tank* s'est imposé comme l'organisme de référence sur les questions de climat et d'énergie et a largement contribué à alimenter le programme des Verts, en donnant à leurs propositions des fondements scientifiques difficilement contestables. Pour Murielle Gagnebin, experte associée dans ce *think tank* *"le rapport publié en 2016 intitulé "vers un consensus sur le charbon" a largement contribué à diffuser dans l'opinion l'idée qu'une sortie du charbon était non plus seulement souhaitable pour l'Allemagne mais également possible"*. La nomination en décembre 2021 du directeur d'Agora Energiewende, Patrick Graichen, comme Secrétaire d'Etat auprès du Ministre Robert Habeck, témoigne bien de l'influence jouée par ce *think tank* au sein du parti.

La capacité des Verts à lier leurs propositions à un discours cohérent est également l'une des clés de leur succès. Le discours déployé par les Verts dans le domaine économique - particulièrement bien représenté par un article de Roderick Kefferputz intitulé ["Allemagne, la fin de l'innocence"](#) - s'appuie sur l'idée que les fondements de l'économie allemande, qui ont fait le succès du pays ces dernières décennies - la chimie, l'industrie automobile, la construction de ma-

chines-outils - appartiennent désormais au passé. Conscients que l'Allemagne doit se transformer pour préserver les bases de sa prospérité, les Verts allemands misent ainsi sur le soutien à l'innovation, le déploiement d'une politique d'investissements et la mise en place d'une stratégie industrielle européenne capable d'accompagner dans la durée cette transformation et de renforcer sa souveraineté ; un projet opposé au *statu quo* entretenu par Angela Merkel. **La nouvelle réalité que crée la guerre en Ukraine donne rétrospectivement raison aux Verts et à leur critique des fragilités du modèle allemand.**

Pour Roderick Kefferputz, *"les Verts ont été les premiers à s'emparer des thèmes d'avenir comme la transformation verte ou la numérisation, en reconnaissant avant les autres les signes du temps. Cette capacité à anticiper les événements, à reconnaître ce qui advient, est importante pour l'industrie, dont la priorité est de pouvoir anticiper les changements de législation au lieu de devoir réagir aux soubresauts de la politique."* **Le succès des Verts repose ainsi sur leur capacité à saisir et incarner "l'esprit du temps" à une époque de grands bouleversements pour l'économie allemande.**

3. Les Verts allemands et le monde de l'industrie

La campagne électorale qui a précédé les dernières élections au Bundestag fut marquée par un élément nouveau : **le soutien apporté par des patrons allemands aux Verts, menés par leur candidate Annalena Baerbock.** Plusieurs grands patrons, à commencer par l'ancien PDG de Siemens, Joe Kaeser, apportèrent leur soutien à la candidate des Verts, laquelle proposait un nouveau [pacte avec l'Industrie](#) visant notamment le secteur de la métallurgie. Le principal pilier de ce "pacte" reposait sur la mise en place de *Carbon Contracts for Difference* (CCfD), des contrats visant à combler le différentiel entre le coût de la technologie de décarbonation et le prix du CO₂, pour accélérer la décarbonation de secteurs pour lesquels le système d'échange d'émission des quotas de l'UE n'assume pas un prix du carbone suffisant à la mise en œuvre de solutions de décarbonation.

Malgré la force symbolique de certains soutiens, il convient de nuancer l'engouement du patronat allemand pour les Verts. S'il est vrai que les partis traditionnels, à commencer par la CDU et les Libéraux, ont perdu une partie de leur crédibilité auprès des milieux d'affaires qui leur reprochent leur manque d'investissement dans les infrastructures (en particulier les infrastructures de transport et les infrastructures digitales), l'ensemble des milieux économiques continue de regarder avec suspicion un parti dont il craint qu'il ne favorise une intervention excessive de l'État dans l'économie ou qu'il ne soutienne une mutualisation des dettes publiques au niveau européen.

Le BDI, la puissante fédération de l'industrie allemande, a ainsi publié en 2021 [un rapport très critique sur le programme des Verts](#) dénonçant une conception de l'économie déterminée par le dirigisme étatique, et méfiante vis-à-vis des mécanismes de marché. Pour son auteur, Jürgen Hasler, qui dirige le planning stratégique du BDI, *"la stratégie des Verts consiste à épargner certains secteurs comme la métallurgie pour donner l'impression qu'ils ont une approche réaliste de l'économie et à en attaquer d'autres, comme l'aviation ou l'automobile, pour rappeler qu'ils restent fidèles à leurs convictions."* Pour Jürgen Hasler, les Verts joueraient ainsi des divisions au sein de l'industrie en profitant des entreprises qui souhaitent verdir leur image au détriment du positionnement commun du BDI, qui doit représenter les intérêts de toutes les industries - des grandes multinationales comme des entreprises moyennes. Pour lui *"le bras de fer entre les Verts de la base et l'industrie ne fait que commencer"*. **Malgré les réticences exprimées par le BDI vis-à-vis de la politique économique des Verts, de nombreux signaux révèlent l'intérêt que le monde industriel porte désormais au parti vert allemand.** Un couple emblématique incarne parfaitement cette évolution. En 2019 Kerstin Andreae, une députée verte qui assurait la vice-présidence du groupe parlementaire au Bundestag quitte son poste pour prendre la direction de la Fédération de l'énergie et de l'économie de l'eau (*BDEW Bundesverband der Energie- und Wasserwirtschaft*). L'année suivante son mari, le secrétaire d'État vert Volker Ratzmann, est choisi par la Deutsche Post comme lobbyiste en chef.

Cette évolution ne traduit pas seulement une forme d'opportunisme de la part des entreprises, elle reflète également la volonté des Verts de construire un nouveau dialogue avec les entreprises pour les amener vers la décarbonation. **Pour associer le monde économique à la transformation verte, le renforcement de la compétence économique des Verts apparaît comme une priorité.** *"Au départ, comme en France, les Grünen et les représentants de l'industrie appartenaient à deux mondes différents"* affirme l'ancien député vert Thomas Gambke. *"Les contacts entre ces deux mondes étaient limités. Les verts sont issus de mouvements pacifistes, féministes, antimilitaristes mais ces mouvements ne sont pas ancrés aussi à gauche qu'en France. D'une certaine façon, l'économie était au départ pour les Verts allemands un non-sujet."*

Au cours de la dernière législature, les Verts allemands se sont en effet attachés à renforcer leurs liens avec les milieux économiques à travers deux initiatives notables : le conseil économique des Verts et le *Grüner Wirtschaft Dialog* (GWD), plateformes d'échanges permettant de structurer les liens des Verts avec le monde économique allemand.

Le conseil économique des Verts

Créé en 2018 et présidé par le jeune député Daniel Bayaz, le Conseil économique des Verts (*Wirtschaftsbeirat der Grünen*) réunit des personnalités politiques et des représentants d'entreprises, à commencer par Martin Brudermüller, le CEO du géant de la chimie BASF, ou Hagen Pfundner, membre de la Fédération de l'Industrie allemande, afin d'évoquer les perspectives d'une transformation écologique et sociale de la société. Pour Emilie Bourgoïn, qui dirige les affaires publiques du groupe de distribution REWE et participe à cette plateforme *"la particularité des Verts, c'est l'ouverture au dialogue et la recherche de consensus. Leur approche est beaucoup moins dogmatique que les autres partis. Les Verts font preuve d'une parfaite transparence et assument d'échanger avec les entreprises."* **Cette stratégie s'est révélée gagnante, puisqu'elle a montré aux industriels que les Verts étaient prêts à dialoguer. En parallèle, elle a obligé les Verts à se positionner sur des sujets qui sortaient de leur champ de compétence traditionnel (climat et justice sociale) manifestant ainsi leur capacité à gouverner.**

Le *Grüner Wirtschaft Dialog* (GWD)

L'homme d'affaires, entrepreneur et ancien député vert Thomas Gambke a fondé en 2018 le Dialogue économique vert (*Grüner Wirtschafts Dialog*), une plateforme d'échanges chargée de structurer durablement les liens entre les Verts allemands et le monde de l'industrie. Sa conviction est partagée par l'ensemble de son parti et, de plus en plus, par une partie du monde des affaires : *"l'Allemagne s'apprête à vivre une transformation radicale de ses modes de production, notre mission est de préparer cette transformation de façon proactive contre ceux -et ils sont nombreux- qui cherchent à la ralentir."*

Conçu comme une fédération d'entreprises et financé par elles, **le travail du GWD s'articule autour de trois axes principaux : l'intégration européenne, la numérisation de l'économie, et la transformation écologique de l'économie de marché.** Le GWD organise des rencontres entre ses membres et les personnalités vertes compétentes dans les domaines clés. Il produit également des rapports, en réunissant autour de la table tous les acteurs de la chaîne de production, ainsi que les syndicats et les ONG. L'objectif de ces groupes de travail est de construire un diagnostic transparent et partagé pour réfléchir en commun à des solutions. L'une des forces de ces rencontres analysée par ses participants réside dans la diversité des profils, réunissant à la fois des PDG, des représentants d'intérêts de grands groupes et des créateurs de start up, très présents dans l'écosystème des Verts.

Un exemple de dialogue est celui organisé en avril 2021 par le GWD et l'Institut Montaigne sur l'avenir de l'industrie automobile en Europe, lequel réunissait autour de Carlos Taveres (PDG de Stellantis) Franziska Brantner, Secrétaire d'état verte en charge de l'écono-

mie, Dieter Janecek, député vert Bundestag, porte parole des Verts pour l'économie, Cem Ozdemir, actuel Ministre vert de l'agriculture, Wolf-Henning Schneider, président du Directoire de l'équipementier automobile ZF Friedrichshafen et Thomas Steg, représentant général du Groupe Volkswagen. L'objectif de cette rencontre étant d'évoquer la consolidation de la filière automobile en Europe et les implications sociales et structurelles des évolutions de ce secteur.

Thomas Gambke, le fondateur de ce dialogue économique vert, résume ainsi le sens de son initiative : *"Nous ne sommes pas un lobby économique au sens classique du terme qui agirait pour une seule entreprise ou pour un secteur industriel. Notre objectif est que la compétitivité de notre industrie toute entière soit maintenue au sein de la transition vers le modèle d'une économie sociale de marché écologique"*. Pour lui, deux événements ont facilité le dialogue entre les Verts et le monde de l'industrie. Le premier est le "Dieselgate" ou affaire Volkswagen révélée en 2015 et qui avait profondément entaché la réputation de l'industrie allemande : *"Depuis ce scandale, on assiste à un tournant radical de l'industrie, qui a compris qu'elle ne pouvait plus tricher et doit désormais s'engager dans la transformation verte pour maintenir ses positions."* Le second événement est bien évidemment la guerre en Ukraine qui contribue à promouvoir en Allemagne l'idée qu'il est désormais indispensable de réduire la consommation d'énergie pour faire advenir une économie climatiquement neutre.

Conclusion : Robert Habeck, un ministre de l'économie de crise

Depuis leur arrivée au pouvoir en décembre 2021, les Verts allemands rencontrent un succès inattendu. Arrivés en troisième position lors des élections fédérales de l'automne 2021, l'étoile des Verts semblait alors pâissante. En remportant 14,8% des suffrages, le parti écologiste réalisait certes le meilleur score de son histoire, mais restait bien en deçà des espoirs qu'avait pu susciter la nomination de sa candidate Annalena Baerbock. Les négociations de l'accord de coalition ont/avaient? certes permis aux Verts d'imposer certaines de leurs mesures emblématiques - sortie du charbon et objectif de 80 % d'énergies renouvelables en 2030 - mais cet accord occulte ostensiblement la question de l'avenir du gazoduc Nord Stream 2, soutenu par le SPD. Le coprésident des Verts, Robert Habeck, avait par ailleurs échoué à obtenir le poste stratégique de ministre des Finances, confié à son rival libéral Christian Lindner.

En janvier 2022, les trois personnalités politiques préférées des Allemands étaient le ministre SPD de la Santé Karl Lauterbach, le nouveau Chancelier social démocrate Olaf Scholz et le ministre des Finances, Christian Lindner. Après une période de 6 mois marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine, la situation apparaît profondément

transformée. **Les Verts ont remporté d'importants succès électoraux lors des élections régionales organisées en mai dans le Schleswig Holstein**, où ils arrivent en deuxième position devant le SPD, et en Rhénanie du Nord Westphalie, où ils triplent leur score par rapport aux dernières élections. Comme dans la Hesse et dans le Bade Wurtemberg, les Verts dirigent désormais ces deux Länder en coalition avec la CDU, faisant de l'alliance des conservateurs et des Verts un modèle pour le pays. **Les derniers sondages d'opinion révèlent par ailleurs que Robert Habeck, le Ministre vert de l'Economie et du Climat, et Annalena Baerbock, la Ministre verte des Affaires étrangères, devancent désormais en termes de popularité le Chancelier et tous les autres ministres.**

Les Verts allemands dirigent avec l'économie et les affaires étrangères deux ministères emblématiques de l'actuel changement d'époque (Zeitenwende). La redéfinition progressive de leur positionnement économique et les liens qu'ils sont parvenus à construire avec le monde de l'industrie leur permettent aujourd'hui d'apparaître comme des acteurs crédibles pour diriger et orienter ce changement. Trois facteurs permettent d'expliquer cette situation :

- **Le premier facteur est lié à la façon dont Robert Habeck gère la crise de l'énergie qu'affronte l'Allemagne actuellement.** Contraint de mettre un terme brutal à la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis des hydrocarbures russes, Robert Habeck développe des solutions transitoires et justifiées par la crise qui n'ont rien d'écologique. Dès le début de la crise, il se déplace au Qatar pour nouer avec ce pays peu respectueux des droits de l'homme de nouveaux accords visant à augmenter les livraisons d'hydrocarbures. **En juin 2022, il annonce la prolongation du fonctionnement des centrales à charbon, une source d'énergie dont les Verts avaient promis la sortie en 2030. En parallèle, le ministre de l'Économie annonce la création de nouveaux terminaux permettant d'importer directement des États-Unis du gaz de schiste dont l'extraction est interdite en Allemagne.** Paradoxalement, ces décisions n'ont pas suscité la réprobation de son parti ni celles des grandes ONG environnementales, désormais convaincus de la nécessité d'agir en ce sens. Pour l'ancien eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, qui a participé à la fois à la fondation d'EELV en France, et à celle des Grünen en Allemagne, *"l'image de Robert Habeck est renforcée par sa capacité exceptionnelle à négocier et à expliquer son action dans la crise. Lorsqu'on l'écoute parler on voit une intelligence en acte. Il montre que les Verts font preuve d'un sens des responsabilités pour la population tout entière et refusent de s'enfermer dans des postures dogmatiques"*. Robert Habeck a cependant écarté pour l'instant la proposition de prolonger le fonctionnement des centrales nucléaires encore en activité, proposition avancée par le libéral Christian Lindner et [soutenue par le puissant Ministre Président de Bavière Markus Söder](#). Le 5 septembre 2022, il a cependant annoncé que deux réacteurs

nucléaires du sud de l'Allemagne ne seraient finalement pas retirés du réseau à la fin de l'année, mais continueraient de fonctionner jusqu'en avril 2023 afin de pouvoir servir de réserve d'urgence en cas de black out.

- **Le deuxième facteur de succès est lié aux conséquences de cette crise sur le modèle allemand, dans la mesure où celle-ci rend indispensable les mesures soutenues par les Verts sur le plan de l'énergie et celui de l'intervention de l'État.** Comme le rappelle Daniel Cohn-Bendit, *"lorsqu'il arrive au pouvoir en décembre 2021, le grand projet de Robert Habeck est de transformer la politique énergétique de l'Allemagne à travers un déploiement massif des énergies renouvelables, imposé aux Länder de façon parfois drastique, mais également à travers le développement de l'économie de l'hydrogène et la sobriété énergétique pour faire de l'Allemagne une puissance énergétique autonome."* Désormais engagé dans une course contre la montre pour disposer d'un stock de gaz suffisant avant l'hiver, l'Allemagne n'a plus d'autre choix que d'œuvrer à la réalisation rapide de cet objectif d'autonomie. Le caractère dramatique de cette crise a par ailleurs renforcé un mouvement initié sous l'ère Merkel, visant à donner à la politique industrielle une nouvelle légitimité. Pour Daniel Cohn-Bendit, *"face aux transformations actuelles de l'économie, les grands patrons allemands sont conscients désormais de la nécessité d'un meilleur accompagnement par l'État."* L'époque où le monde économique réclamait la démission du ministre de Peter Altmaier après qu'il eut proposé la mise en place d'une nouvelle *Industriepolitik* est révolue. Le patronat, qui apporte au ministre vert de l'Économie un soutien incontestable, se montre désormais ouvertement favorable à un plus grand degré d'intervention.
- **Le troisième facteur permettant d'expliquer le succès des Verts est lié à l'origine de cette crise.** La dépendance excessive au gaz russe, volontairement entretenue par les différents gouvernements d'Angela Merkel, jette rétrospectivement sur l'action des conservateurs et du SPD une tache indélébile. Le ministre vert de l'agriculture, Cem Ozdemir, déclarait ainsi en juillet 2022 : *"Nous avons hérité d'une situation absolument dramatique : un désastre dont les partis qui ont gouverné précédemment devraient avoir honte"*, dénonçant sans concession le bilan de la grande coalition au pouvoir sous Angela Merkel. **Principaux opposants au projet de gazoduc Nord Stream 2, les Verts ont en effet plaidé inlassablement pour une nouvelle politique vis-à-vis d'un régime russe dont ils dénonçaient les dérives autoritaires.** Ils ont alerté précocement sur les risques que cette dépendance ferait peser sur l'avenir de l'économie allemande. Il est intéressant de noter que l'autre tâche au bilan de la Chancelière, inlassablement dénoncée par les Verts, réside dans la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis de la Chine, à la fois pour son approvisionnement en matières premières et comme marché

pour les exportations de son industrie. Dans une interview au journal [Die Zeit](#) sur la crise de l'énergie, Robert Habeck évoquait ainsi la possibilité de développer de nouveaux mécanismes pour encourager les entreprises allemandes à ne pas dépendre exclusivement du marché chinois. Si la crise énergétique actuelle représente pour l'économie allemande un véritable défi, la possibilité d'un découplage vis-à-vis de la Chine représenterait une métamorphose inédite du modèle allemand - un scénario auquel l'Allemagne se prépare désormais.

Outre leur compétence reconnue dans les domaines du climat et des affaires étrangères, les Verts allemands disposent désormais dans le domaine économique d'une compétence incontestée. Si les conservateurs - qui siègent au niveau fédéral dans l'opposition - restent à l'heure actuelle le parti le plus populaire en Allemagne, les Verts sont désormais bien positionnés pour s'imposer dans la recomposition du paysage politique allemand. **Si cette tendance se confirme, Robert Habeck pourrait bientôt diriger un pays en passe de définir son nouveau rôle de "puissance verte".**

Auteur



Alexandre Robinet-Borgomano

Conseiller pour l'Allemagne
de l'Institut Montaigne

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine notre actualité
en vous abonnant à notre newsletter sur :
www.institutmontaigne.org